



RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR LES QUESTIONS DE SANTÉ

La santé publique est le dénominateur commun d'un certain nombre de recommandations politiques formulées dans le présent document. Il existe des preuves solides, renforcées par la pandémie de COVID-19, d'un déséquilibre croissant entre l'investissement dans le traitement des maladies et l'investissement dans le maintien de la santé.

Préparation et réponse aux pandémies

Exposé du problème

La pandémie de COVID-19 a révélé les faiblesses des systèmes de santé et des réponses institutionnelles, ainsi que l'insuffisance de la coopération internationale. Le contrôle d'une épidémie repose largement sur les actions pro-sociales des individus : se faire dépister, porter un masque, s'isoler en cas d'infection. Cela dépend en grande partie des politiques publiques, de la diffusion d'informations fiables, de l'accès aux sites de dépistage, d'un cadre économique (comme les congés maladie payés) et de l'engagement des citoyens. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu suffisamment d'engagement auprès des organisations existantes pour mettre en place un processus qui garantisse la prise en compte de la voix du public.

Recommandations

Des initiatives doivent être mises en place et coordonnées à l'échelle mondiale pour identifier les nouveaux agents pathogènes potentiels et leurs réservoirs naturels chez d'autres espèces (sauvages et domestiques). La recherche doit être soutenue par des installations de biosurveillance des pathogènes et de séquençage du génome équitablement réparties dans le monde. Cela implique la généralisation des approches "une seule santé". L'intégration en temps réel des données de séquençage génomique avec des données microbiologiques, cliniques et épidémiologiques complémentaires devrait être renforcée. L'interopérabilité des systèmes d'information et les aspects juridiques de l'acquisition et de la consultation des données doivent être abordés au niveau transnational. Des programmes de surveillance des eaux usées et une surveillance moléculaire rapide des bioaérosols contagieux (fondée sur l'ADN ou l'ARN microbien) devraient être mis en place et normalisés. La recherche de technologies et de plateformes permettant le développement rapide de vaccins, d'anticorps monoclonaux et d'autres outils pour lutter rapidement contre les infections émergentes devrait être prioritaire. Il est nécessaire que les réseaux d'essais cliniques soient constitués bien avant la menace, prêts à utiliser des plates-formes adaptatives et des protocoles principaux lorsque cela est possible ; les réseaux d'essais cliniques ont généré des informations très utiles sur l'(in)efficacité des médicaments et sur l'efficacité des vaccins au cours de la campagne COVID-19 pandémie. Lors de la

pandémie de COVID-19, nous avons observé l'impact étendu de l'agent infectieux sur les personnes présentant des conditions prédisposantes telles que la santé mentale, les maladies non transmissibles, les maladies sexuellement transmissibles et les inégalités sociales. Cela nécessite une attention beaucoup plus grande, en termes de suivi des impacts plus larges, de lutte contre la pauvreté et de prévention des maladies non transmissibles et d'autres maladies transmissibles. Étant donné la dépendance à l'égard d'une approche collective exigeant des gouvernements qu'ils s'engagent avec la société civile et les parties prenantes locales, un élément essentiel de toutes les actions consiste à renforcer la confiance publique et les connaissances en matière de santé.

Il est vital de renforcer le multilatéralisme pour la gestion de la pandémie dans toutes ses dimensions essentielles - politique, culturelle, institutionnelle et financière. Cet engagement de préparation nécessite inévitablement des ressources financières supplémentaires. Si la flexibilité infrastructurelle et professionnelle peut être utile, il ne doit pas y avoir de compromis entre la sécurité en cas de pandémie et les niveaux de service ordinaires.

Résistance aux antibiotiques (RAB)

Exposé du problème

La résistance aux antibiotiques (RAB) repose sur un phénomène biologique naturel d'adaptation par lequel les micro-organismes acquièrent la capacité de survivre ou de se développer même en présence de concentrations suffisantes d'un agent antimicrobien. L'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la résistance aux antibiotiques était l'une des dix principales menaces mondiales pour la santé publique et le développement. En 2019, le nombre de décès annuels associés à la RAB bactérienne s'élevait à 4,95 millions, dont 1,27 million étaient directement attribuables à la RAB bactérienne (Murray et al <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35065702/>). Les personnes les plus vulnérables sont particulièrement exposées au risque de mortalité. En l'absence de traitements antimicrobiens efficaces, certaines des réalisations les plus importantes de la médecine moderne, notamment les interventions chirurgicales majeures et les nouvelles thérapies contre le cancer, sont également menacées. En outre, la recherche et le développement de nouveaux antibiotiques ont été gravement insuffisants au cours des dernières décennies, principalement parce que les produits innovants sont gardés en réserve comme options de dernier recours uniquement pour les infections les plus menaçantes, ce qui en limite la rentabilité.

Recommandations

Un moyen efficace de répondre à cette urgence est la gestion des antimicrobiens, qui comprend un ensemble de procédures visant à préserver l'efficacité future des antibiotiques en réduisant leur utilisation inappropriée et donc en limitant la pression sélective sur la population microbienne.

Entre autres options, l'industrie pharmaceutique devrait être incitée, par le biais d'un financement public, à développer de nouveaux antimicrobiens, vaccins et diagnostics pour les maladies les plus sévères et les pathogènes les plus dangereux. L'un des objectifs est d'établir un marché qui encouragera le développement de nouveaux antibiotiques, par exemple par le biais d'accords d'achat anticipé. Un deuxième objectif est de savoir comment et quand utiliser les nouveaux antibiotiques, afin de minimiser les risques d'émergence précoce d'une résistance aux antimicrobiens. Les incitations globales qui réduisent les risques liés aux activités de R&D et les incitations qui récompensent l'approbation de produits indispensables peuvent créer des modèles commerciaux durables qui soutiennent l'innovation et facilitent l'accès. Il est également important de promouvoir la recherche de solutions alternatives, notamment les vaccins, les anticorps monoclonaux, les traitements par phage, les traitements utilisant la technologie CRISPR-Cas et d'autres méthodologies émergentes/évolutives. Voir aussi « Maladies infectieuses et résistance antimicrobienne », S7 2015).

La crise des systèmes de santé universels

Exposé du problème

La plupart des systèmes nationaux de santé sont en crise et la prévention primaire est encore largement sous-financée. La crise découle d'une série de facteurs, notamment le vieillissement des sociétés, la pénurie de personnel (en particulier d'infirmières), l'absence de lignes directrices cliniques claires, l'absence d'accord explicite sur la quantité et la qualité des soins de santé dont les citoyens ont besoin, et les problèmes d'organisation. Il existe plusieurs moteurs plus profonds de la crise, notamment l'"impératif technologique", c'est-à-dire l'adoption des nouvelles technologies disponibles sur le marché en dépit de l'augmentation du rapport coût-efficacité marginal ; la grande variabilité, même au niveau des petites régions, dans la prestation des soins de santé ; l'absence de systèmes d'information harmonisés, de sorte que l'on sait peu de choses sur l'écart entre les besoins, la demande et l'offre de soins de santé. Ces aspects impliquent d'importantes inégalités en matière de santé et déplacent les demandes financières de la prévention primaire vers le traitement médical. La nécessité urgente d'activer et de pratiquer une médecine se préoccupant de la santé des femmes a été confirmée par de nombreuses études au cours des dernières décennies et par des constatations montrant une sensibilité différente des hommes et des femmes aux différentes stratégies thérapeutiques, ainsi qu'un accès inégal aux services. Il existe des inégalités persistantes entre les sexes dans les voies de diagnostic et de traitement. Les essais cliniques (en particulier les phases 1 et 2) sont toujours menés en majorité par des hommes. Il est également prouvé que les enfants sont souvent sous-représentés dans la recherche clinique.

Recommandations

Il est urgent de s'attaquer aux déterminants sociaux sous-jacents de la santé, y compris les facteurs de risque comportementaux et environnementaux tout au long

de la vie. Des systèmes nationaux de suivi systématique des inégalités d'accès aux soins de santé sont nécessaires.

Le système de santé ne peut à lui seul s'attaquer aux inégalités de santé et à l'augmentation des comorbidités. D'autres secteurs d'intervention publique doivent bénéficier d'un soutien supplémentaire pour s'attaquer à ces vastes problèmes. Une transparence beaucoup plus grande est nécessaire pour mieux définir les priorités collectives, y compris une meilleure intégration des secteurs public et privé et un pacte social qui spécifie ce à quoi les citoyens ont droit et dans quel délai, afin de faire de l'universalisme une réalité. Il existe également des opportunités liées à la technologie et à l'utilisation de l'IA qui peuvent permettre des améliorations de la productivité et un accès plus équitable aux services. Il est grand temps de promouvoir la recherche médicale menée auprès des femmes et des enfants. La reconnaissance du genre par la médecine implique la nécessité d'une innovation urgente en pharmacologie. Il est important que les protocoles précliniques et cliniques de la recherche médicale soient élaborés de la même manière pour les hommes et les femmes et que les comités d'éthique veillent à ce que les protocoles respectent le droit des femmes à la santé et à l'accès à des soins de santé inclusifs. Les enfants sont également une population mal desservie, en particulier en termes de recherche.

Les effets des changements climatiques et environnementaux sur la santé

Exposé du problème

Un problème global qui affecte la santé est le changement climatique et environnemental. La santé de l'homme et des autres espèces est gravement menacée par l'évolution rapide du climat. Les effets sur la santé ne sont que partiellement connus. Ils incluent les décès dus aux vagues de chaleur, la propagation de maladies infectieuses, en particulier celles à transmission vectorielle, la salinisation des zones côtières, les effets mortels (directs et indirects) des inondations, des incendies de forêt, de la sécheresse et leurs implications pour la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Il existe des inégalités sociales marquées en ce qui concerne ces effets sur la santé. Les réponses des gouvernements ont été jusqu'à présent insuffisantes et incohérentes.

Recommandations

La première étape de l'action publique doit être une transition rapide des combustibles fossiles vers des solutions sans carbone, y compris les énergies renouvelables, suivie d'autres interventions fondées sur des données probantes et tenant compte de l'équité, afin d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter. Il est urgent de coordonner au niveau international les actions concernant la déforestation, l'élevage intensif (en particulier des ruminants), l'exploitation des animaux sauvages, l'assainissement des marchés alimentaires et les changements de régime alimentaire axés sur la santé de la planète. Il est également essentiel de prendre des mesures sérieuses contre la pollution chimique. Parallèlement, l'impact du changement climatique doit être pris en compte dans les services et les prestations de

soins de santé (par exemple, choix de l'anesthésie, drones pour l'administration de médicaments) ainsi que dans le contexte de la recherche biomédicale.